



Postes, téléphone et télécommunications ; Direction générale des
télécommunications (1963-1974)

Répertoire (19810650/1-19810650/29)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1981

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_006491

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Préface

La Direction générale des Télécommunication (DGT) : organisation durant la période 1971-1974.
Naissance et action de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone
Table des sigles

Liens :

Liens annexes :

- La Direction générale des Télécommunication (DGT) : organisation durant la période 1971-1974.
- Naissance et action de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone
- Table des sigles

INTRODUCTION

Référence

19810650/1-19810650/29

Niveau de description

fonds

Intitulé

Postes, téléphone et télécommunications ; Direction générale des télécommunications

Date(s) extrême(s)

1963-1974

Nom du producteur

- [Direction générale des télécommunications](#)

Localisation physique

Pierrefitte

DESCRIPTION

Présentation du contenu

INTRODUCTION

I - Origine du fonds.

Le fonds Libois est constitué pour la majeure partie des papiers produits ou rassemblés par M. Libois durant la période où il a été Directeur Général (soit du 11 octobre 1971 au 16 octobre 1974). On a rangé avec le fonds Libois quelques documents remis aux Services généraux par Mme Sivre en juin 1975. Nous les avons classés à la suite du fonds Libois, comme une annexe.

M. Libois (Louis-Joseph, Marie) est né le 22 juillet 1921 à Simandre-sur-Suran (Ain). Après des études au Lycée Rouget-de-Lisle à Lons-le-Saunier, puis au lycée Henri IV à Paris, il est entré à l'Ecole Polytechnique. A sa sortie de l'X, il a suivi l'enseignement de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications. Ingénieur au service des recherches et du contrôle technique des P.T.T. (1945) puis au C.N.E.T., il sera successivement chef du groupe de recherche des faisceaux hertziens (1947), chef du département de recherche sur les machines électroniques (1957), directeur du centre de recherche sur les machines électroniques (1957), puis directeur du centre de recherches de Lannion (1962). Devenu Ingénieur-général des Télécommunications (1965), il est nommé directeur du C.N.E.T. en 1968 et entre au conseil d'administration du C.N.E.S. (où il restera jusqu'en 1972). Il devient en 1969 administrateur de l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique et en 1970 membre du conseil de surveillance de la Société mixte pour l'étude et le développement de la technique des centres postaux mécanisés. Il est nommé Directeur général des Télécommunications le 11 octobre 1971, succédant à Pierre Marzin Celui-ci, D.G.T. de 1968 à 1971, avait également été le prédécesseur de M. Libois à la tête du C.N.E.T., dont il avait assuré la direction de 1953 à 1967. , ce qui lui vaut de devenir président du conseil de gérance de SOTELEC, de SOCOTEL et de la Caisse nationale des Télécommunications. Il est demeuré Directeur général jusqu'au 16 octobre 1974, date à laquelle M. Théry lui a succédé.

II - Physionomie du fonds.

A) Unité du fonds.

Le fonds Libois (si nous laissons de côté les papiers de Mme Sivre) contient des documents dont le plus ancien est de 1963 et les plus récents d'octobre 1974. Toutefois, la plus grande partie d'entre eux datent des années 1971-1974, donc de la période où M. Libois fut directeur général. Quant au reste du fonds, la majeure partie de ce reliquat date des années 1968-1971 où M. Libois était directeur du C.N.E.T. S'il n'y a donc pas une stricte unité du fonds, on peut

considérer qu'en fait celle-ci se réalise autour de la personne qui est l'origine du fonds : M. Libois, directeur général des Télécommunications, a pu avoir besoin de documents fournis ou utilisés par son prédécesseur ; ancien directeur du C.N.E.T., il a pu conserver une partie de ses archives d'alors (rapports sur les contrôles de la qualité de service et d'audition des réseaux ; mises au point d'installation de faisceaux hertziens M. Libois est l'auteur d'un ouvrage intitulé les Faisceaux hertziens et les systèmes de modulation (1958) et semble avoir toujours conservé un intérêt particulier pour ces problèmes (voir par exemple carton F90bis 2722, 18, I et F90bis 2723, 19. , etc...), dont les renseignements lui étaient utiles dans ses nouvelles fonctions Voir par exemple carton F90bis 2718, 10, DRT Montpellier. envoi de spécialistes du CNET au central R 6 de Montpellier et rapport de ceux-ci sur la qualité de service et d'audition offerte aux abonnés du réseau de Montpellier (juin-novembre 1970) ou encore un rapport sur les opérations de mise en service des circuits inter-urbains de Nîmes (novembre 1971, mais portant sur une période où M. Libois était encore directeur du CNET). . Il est d'autre part évident que la position éminente de M. Libois au sein du corps des Ingénieurs de Télécommunications, avant et après sa nomination comme directeur général, explique son appartenance à des associations privées (par exemple, la S.F.E.R., dont il a été président en 1970 et au sein de laquelle il a oeuvré pour la fusion avec la S.F.E. Voir carton F90bis 2733, 15 et 16. ou à divers conseils de perfectionnement d'établissements formant des ingénieurs Ecole des Mines, mais aussi Institut Supérieur d'Electronique de Paris (voir carton F90bis 2732.) .

B) Grandes divisions du fonds.

Le fonds Libois, ou plus exactement les dossiers "vivants" du fonds Les dossiers clos étaient classés comme les dossiers "vivants" mais avec beaucoup moins de rigueur, des critères de "remplissage" de leur armoire de rangement ayant également joué. , possédant le plan de classement suivant :

I. Directions régionales des Télécommunications. Services spéciaux Que l'on classe aujourd'hui dans les services extérieurs comme les D.R.T. (voir Les Echos, supplément du n° 12386 du 25/5/1977 : Télécommunications, p. 8 et ci-dessous Annexe n° I). .

II. Sociétés. Industrie privée.

III. Produits. Services /offerts par les Télécommunications/.

IV. Monopole. Structures. Planification.

V. Sécurité (très petite subdivision : un seul dossier).

VI. Enseignement. Formation.

VII. Une très grosse rubrique "Divers", où l'on trouvait aussi bien les procès-verbaux des réunions des directeurs de la DGT que de grands projets (comme le satellite Symphonie).

Toutes ces divisions étaient suffisamment "parlantes" pour être conservées, à l'exception du § VII. Divers cependant, le titre du § II appelait quelques commentaires : il faut entendre par "sociétés" diverses sociétés d'économie mixte comme SOCOTEL et SOTELEC ou "France Câbles et Radio", touchant de fort près aux Télécommunications, voire des établissements publics comme la Caisse Nationale des Télécommunications. Cependant, il va sans dire que la plupart des sociétés "privées" figurant dans ces archives ont un rapport quelconque avec les Télécommunications : "Lignes Télégraphiques et Téléphoniques" ou la Société Anonyme de Télécommunications ont un nom parlant, MECELEC fabrique des cabines téléphoniques, etc.. Une autre catégorie est constituée par les sociétés fournisseuses de matériel informatique (Honeywell Bull, IBM-France) dont les Télécommunications ont besoin. Mais toutes ces sociétés n'étaient pas forcément au nombre des fournisseurs des P et T durant la période où M. Libois fut Directeur général. Certains dossiers ne figurent que pour information (ou comparaison) : par exemple, Jeumont-Schneider ou Landis et Gyr ou encore les dossiers E.D.F.-G.D.F. et S.N.C.F./.

Le plan de classement suivant a été finalement adopté :

I. La D.G.T. : administration générale, structures. (2 cartons contenant 8 dossiers).

II. Problèmes financiers (budget et marché). (3 cartons contenant 10 dossiers).

III. Place de la D.G.T. au sein des P.T.T. Problèmes du Monopole. (1 carton contenant 2 dossiers).

IV. Commission parlementaire de contrôle du téléphone (mai 1973-début 1974). (1 carton contenant 3 dossiers).

V. Planifications, grands projets. (un peu plus de 1 carton de 3 dossiers)

VI. Produits et services offerts par la D.G.T. (2 cartons contenant 13 dossiers).

VII. Rapports de la D.G.T. avec ses services extérieurs et avec les services spéciaux. (un peu plus de 9 cartons contenant 27 dossiers dont 22 pour la DRT).

VIII. Sociétés. Industries privées. (5 cartons contenant 41 dossiers).

IX. Enseignement. Formation. Recherche. (3 cartons contenant 16 dossiers).

X. Information. Relations publiques. (2 cartons contenant 8 dossiers)

Rubriques auxquelles il faut adjoindre une Annexe : Documents remis aux Services Généraux par Madame Sivre le 19 juin 1975.

L'unique dossier "Sécurité" a été classé dans notre § I relatif à l'organisation de la D.G.T. (carton F90bis 2708)

Comme on pourra le constater, ce classement s'efforce de reproduire autant que possible l'organigramme et les lignes de force de la DGT, partant de l'Administration centrale et de ses problèmes (§ I à VI) pour aller vers les services extérieurs (§ VII et IX en partie).

Quelques rubriques de l'ancien plan de classement subsistent sans modification autre qu'un changement de numéro (le § I est devenu VII, le § II est devenu VIII, le § III est devenu VI) ; dans ce cas, nous y avons conservé le classement interne ancien : par exemple, classement des DRT et des services spéciaux dans l'ordre alphabétique, ou classement des sociétés et entreprises industrielles. Pour les autres rubriques, nous nous sommes efforcés d'aller du général au particulier (ainsi pour le IV Planification ; grands projets).

Conclusion : l'intérêt du fonds.

Le fonds Libois devrait permettre de mieux mesurer les modifications successives apportées à l'administration des télécommunications non seulement pendant la période où M. Libois a été Directeur général, mais en partie également pour la période précédente, soit de 1968 à 1974. C'est par exemple du temps de M. Libois que va jouer à plein la "régionalisation" de l'administration des Télécommunications, par la suppression de l'échelon départemental (par trois décrets pris en Conseil d'état en 1971 et 1972) Voir cartons F90bis 2716 à 2723, passim mais surtout DRT d'Orléans (carton F90bis 2720). ; c'est également de la période 1971-1974 que date la réorganisation des services "spéciaux" ou services extérieurs nationaux, avec la création des DTRN et DTRI Voir cartons F90bis 2725, et 2726 (DTRN) ; cartons F90bis 2724 et 2725 (DTRI). . La période 1971-1974 voit aussi se matérialiser le grand virage (inscrit au VIème Plan) en matière d'investissement des Télécommunications et de démarrage du développement massif de l'équipement du réseau téléphonique ; pourtant, l'intendance ne suit pas toujours et quelques dossiers du fonds Libois nous éclairent sur les problèmes rencontrés par les Télécommunications pour obtenir des firmes privées du matériel en bon état de marche ou des livraisons de centraux dans les délais impartis Voir cartons F90bis 2728, 14 et F90bis 2729, 22-23. F90bis 2713. . Surtout, sans doute, le fonds Libois, avec l'affaire de la commission de contrôle du téléphone Voir carton F90bis 2713. ou celle du GIRGA Voir carton F90bis 2720, 14. , nous montre à quel point l'image de marque des Télécommunications était déplorable dans l'opinion publique, alors même que de sérieux efforts d'amélioration étaient entrepris.

Ces quelques exemples suffiront, pensons-nous, à illustrer l'importance du fonds Libois qui "couvre" une période-clé de l'histoire des Télécommunications, même s'il apparaît nécessaire de le compléter par des sources d'archives encore potentielles (budgets-annexes de la période, versements futurs des DRT aux archives départementales, voire versements des directions et services de la DGT).

Sommaire Dossiers de Louis-Joseph Libois, Directeur Général des télécommunications de 1972 à 1974. Art 1-2 (F 90 bis 2707-2708) : Direction générale des télécommunications : Organisation et fonctionnement 1971-1974. Art 3-5 (F 90 bis 2709-2711) : Budget des télécommunications et problèmes financiers 1969-1974. Art 6 (F 90 bis 2712) : Monopole des télécommunications, projet de privatisation 1967-1974. Art 7 (F 90 bis 2713) : Commission parlementaire de contrôle du téléphone 1973-1974. Art 7-8 (F 90 bis 2713-2714) : Planification et grands projets 1971-1974. Art 9-10 (F 90 bis 2715-2716). Affaires commerciales : Relations avec les usagers, produits et services (Centrex, télex, télédistribution, téléinformatique, services radioélectriques (Eurosignal), abonnés absents, cabines téléphoniques) 1967-1974. Art 10-19 (F 90 bis 2716-2726) : Rapports de la Direction Générale des Télécommunications avec les services extérieurs et les services spéciaux 1963-1974. Art 19-23 (F 90 bis 2726-2730) : Politique industrielle : Relations avec les entreprises (classement par entreprise) 1969-1974. Art 23-26 (F 90 bis 2730-2733) : Enseignement,

formation, recherche (classement par établissement) 1967-1974. Art 27-28 (F 90 bis 2734-2735) : Relations publiques 1971-1974

Type de classement

Classement chronologique, par établissement, par exercice

TERMES D'INDEXATION

usager; téléphone; télécommunication; service déconcentré; satellite; recherche; privatisation; presse; politique; monopole; information; industrie; établissement d'enseignement; équipement; entreprise; enseignement; déplacement officiel; budget; administration centrale; budget; rapport d'activité; procès-verbal de séance; circulaire; discours; ministre; relations publiques; préparation budgétaire; planification; organisation administrative; formation; exploitation commerciale; exécution budgétaire; Royer, Jean (1920-2011); Libois, Louis-Joseph; Germain, Hubert (1920-....)

Répertoire (19810650/1-19810650/29)

19810650/1-19810650/2

F90bis 2707-F90bis 2708

I. La D.G.T. : administration générale, structures.

19810650/1

F90bis 2707

1. Organisation de la D.G.T. (avril 1971-mai 1974).

a) Direction des Affaires commerciales, financières et internationales (octobre 1971-décembre 1973) :

- Organisation des Services commerciaux des Télécommunications (5/10/71).

- Répartition des attributions entre ACFI et SPEE (5/11/71).

- Rapport ACFI pour 1972.

- Bulletins de la sous-direction C (décembre 1972 et décembre 1973) 1.

b) Service des Programmes et Etudes économiques (SPEE) (novembre 1971-mai 1974).

- Transfert d'attributions entre SPEE et ACFI (3/11/73) 2.

- Organigramme (mai 1974).

c) Direction de l'Equipement et des Marchés (mai 1971-mai 1974) :

- Service de l'Exploitation technique et du Trafic (avril 1972-juin 1973).

- Organisation de la sous-direction Bâtiments,
Energie et Transports (mai 1974).

d) Documents divers (avril 1971-juillet 1972).

2. Réunions des Directeurs (octobre 1971-juillet 1974).

(Rapports de séance classés dans l'ordre chronologique) 3.

3. Effectifs de la D.G.T. (1972-1974).

Etats annuels et tableaux d'évolution 4.

4. Locaux de la D.G.T. (1971-1974).

a) Projet d'une Tour des Télécom. (janvier-février 1973).

b) Dossiers classés chronologiquement (octobre 1971-juin 1974) 5.

c) Dossiers classés topographiquement.

1. La sous-direction C, 3ème sous-direction de l'ACFI, est chargée des services spéciaux du régime intérieur et de l'exploitation manuelle.

2. Ce document complète celui contenu dans le sous-dossier de la Direction ACFI.

3. En 1971, entre le 18/10 et le 20/12, ont été tenues 10 réunions, en 1972, 25 réunions, pour lesquelles nous avons 22 rapports (3 ne sont connues que par une mention ou une annonce) ; en 1973, 16 réunions (toutes connues par un rapport) ; en 1974, du 3/1 au 29/7, 6 réunions.

4. On trouve en outre un tableau de l'évolution des détachements à la D.G.T. entre le 31 décembre 1968 et le 31 décembre 1972.

5. On y trouvera entre autres une étude des effets de la décentralisation du CNET à Lannion et Rennes (avril 1973) et une étude prospective des besoins de la D.G.T. pour 1980 (mars 1974).

19810650/2

F90bis 2708

4. Locaux de la D.G.T. (1971-1974).

Dossiers classés topographiquement.

5. Dossier "Sécurité".

6. Point sur l'état des Télécommunications en France (début 1973).

- a) Dossier intitulé "Présentation des Télécommunications" (1er mars 1973) 1.
- b) Dossier intitulé "Situation des Télécommunications", contenant notamment les principaux textes réglementaires relatifs à l'organisation des Télécommunications (septembre 1972-janvier 1973) 2.
- 7. Comités techniques paritaires (1973).
 - a) Projet de création d'une Direction des Télécommunications du Réseau international (26/6/1973) 3.
 - b) Organisation des services de l'annuaire.
- 8. Notes de service du Directeur général (1971-1974).
Rapport d'activités Télécoms, D.G.T., de 1970 à 1981 et de 1985 à 1986
 - 1. Il contient les notes suivantes : I. Note sur la situation du téléphone en France et comparaisons internationales ; II. Structures ; III. Finances-Budget ; IV. Personnel.
 - 2. Ce dossier comprend en outre une mise à jour de ces textes effectuée en février 1974.
 - 3. Voir carton F90bis 2724, 25/I.

19810650/3-19810650/5

F90bis 2709-F90bis 2711

II. Problèmes financiers (budget et marché).

19810650/3

F90bis 2709

- 1. Budget de la D.G.T. (1969-1972).
 - a) Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 1969 1.
 - b) Comptes prévisionnels d'exploitation et d'opérations en capital des Télécom. pour 1971 et 1972 (janvier 1970).
 - c) Budget de 1971 (projet de loi pour les P et T ; budget des Télécom.).
 - d) Budget de 1972 : conseil des Directeurs des P et T (4/1/1972).
- 2. Budget de la D.G.T. (1973).
- 3. Budget de la D.G.T. (1974).
 - 1. Journal officiel du 26 septembre 1972.

19810650/4

F90bis 2710

- 4. Budget de la D.G.T. (1974).
- 5. Projet de loi de finances pour 1974.
Premier questionnaire de la commission des Finances de l'Assemblée Nationale (12/9/1973), fiches-réponses).
- 6. Financement des lignes téléphoniques dans les zones à habitat dispersé (juillet 1972-octobre 1973).
- 7. Problème des "avances remboursables" (1973-1974).
- 8. Notes diverses sur les problèmes financiers des Télécom. (décembre 1973-janvier 1974) 1.
 - a) Note sur le coût des investissements en matière de Télécom. (4/1/1974).
 - b) Note sur l'évolution des prix des matériels des Télécom. depuis 1960 (15/12/1973).
 - c) Note sur la productivité du personnel des Télécom. dans quelques pays.
 - 1. Les deux premières notes sont de M. Libois.

19810650/5

F90bis 2711

- 8. Gestion des Télécom. :

- a) Informatique de gestion (octobre 1971-octobre 1972).
- b) Gestion par objectifs ; productivité (1971).
- c) Consommation des crédits (1972) 1.
- 9. Le marché : tarification (1969-1972) 2.
- 10. Recettes d'exploitation (février 1972-juillet 1974) (I) 3.
- 10. Recettes d'exploitation (II) 4.
 - 1. Concerne plus particulièrement les crédits affectés aux missions à l'intérieur.
 - 2. On y trouve une note de décembre 1964 sur le prix du téléphone et une note de janvier 1970 comparant le prix du téléphone en France et à l'étranger.
 - 3. Contient en outre des notes de synthèse sur les produits des Télécom. (novembre 1972-juin 1974).
 - 4. On y trouve en particulier un dossier consacré au problème des "avances remboursables" : cf. F90bis 2710, 7.

19810650/6

F90bis 2712

III. Place de la D.G.T. au sein des P.T.T. Problème de Monopole.

1. Conseil supérieur des P.T.T. (1972-1974).

Comptes-rendus de séances.

2. Problèmes de structures (1967-1974).

a) Problème des structures de l'ensemble des P.T.T.

b) Réforme du régime juridique et financier des P.T.T.

c) Problème d'une gestion séparée pour les Télécommunications.

d) Rapport Chanet, relatif à la création éventuelle d'une Compagnie nationale du Téléphone.

e) Projet de statut des Télécommunications émanant de l'Association des Ingénieurs des Télécommunications (février 1972) 1.

f) Rapport Chanet sur le danger de privatisation du Monopole des Télécom. que fait surgir l'implantation des Centrex (juillet 1974) 2.

1. On trouve dans le même sous-dossier une note relative aux problèmes de statut du personnel des Télécom. (novembre 1971).

2. Le rapport Chanet est favorable au maintien du Monopole.

19810650/7

F90bis 2713

IV. Commission parlementaire de contrôle du téléphone (mai 1973-début 1974).

1. Documents classés dans l'ordre chronologique 1. (qui retracent la genèse de la Commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone et son activité).

2. Dossier de M. Libois.

a) Premiers éléments de réponse à la commission (19 novembre 1973) 2.

b) Fiches-réponses, classées en ordre numérique, au questionnaire adressé par la Commission de contrôle le 14 janvier 1974.

3. Dossier de M. Dubos 3.

a) Eléments de réponses pour le dossier remis en novembre 1973.

b) Situation des Télécommunications à la fin du mois de novembre 1973 (y compris le programme envisagé pour 1974).

c) Questionnaire du 14 janvier 1974 : questions classées en urgence I et II.

d) Réponses des services à ce questionnaire.

e) Etat définitif des réponses qui seront présentées à la Commission de contrôle.

1. Outre les documents strictement relatifs à la naissance et à l'activité de la commission d'enquête, ce dossier contient des renseignements sur les députés ou les sénateurs les plus actifs au sein de la commission (renseignements biographiques mais aussi précédentes interventions sur les problèmes du téléphone tant au Parlement que dans la presse). Voir une présentation plus détaillée du contenu du carton F90bis 2713, IV et I. de ce répertoire dans l'introduction.

2. Notons en particulier un dossier relatif à l'"évaluation de la demande en matière de Télécommunications".

3. M. Dubos était le chef de Cabinet de M. Libois. Son dossier recoupe mais surtout complète celui de M. Libois.

19810650/7-19810650/8

F90bis 2713-F90bis 2714

V. Planification ; grands projets.

19810650/7

F90bis 2713

1. Planification externe à la D.G.T. :

a) Commissariat général au Plan, commission "Transmissions" (mai 1972-septembre 1973) :

-sur les conditions d'exécution du VIème Plan en 1971 et 1972 dans le domaine des transmissions (mai 1972).

-éléments pour un schéma directeur du développement des services nouveaux en matière des Télécommunications (septembre 1973).

b) D.A.T.A.R. :

-annexe au projet de loi de finances pour 1972 : régionalisation du Budget d'équipement et d'aménagement du Territoire.

-travaux et recherches de prospective : schéma général d'aménagement de la France.

c) Haut-Conseil de l'Audio-visuel (juillet-novembre 1972) : projet de création d'un tel Conseil.

d) Institut de Recherche économique et sociale pour les Télécommunications (mai-juin 1974) : études en vue de la création d'un tel Institut.

19810650/8

F90bis 2714

2. Planification interne à la D.G.T. :

a) Exécution du VIème Plan (septembre 1971-mai 1973) (comptes-rendus ; données comparatives avec l'O.R.T.F.).

b) Notes intitulées "Objectifs et moyens d'une politique en matière de Télécommunications" (1ère version de mars 1974, revue en juin 1974).

c) Plan d'action triennal 1974-1975-1976.

d) Programmes triennaux pour le CNET 1.

e) Faisceaux hertziens : programme pour 1973.

f) Note du Service central de l'exploitation et du trafic (29 avril 1974).

3. Projets propres à la D.G.T. ou auxquels elle participe.

a) INTELSAT (Organisation internationale de télécommunications par satellites) (février 1973- juin 1974) 2.

b) Programmes Symphonie (août 1974) 3.

c) Tunnel sous la Manche (janvier 1973-juin 1974) : projets d'utilisation pour des artères de télécommunications.

d) Télécommunications dans les villes nouvelles :

- colloque des 13 et 14 mai 1971 : texte de l'intervention de M. Libois 4.

- documentation,

- projets d'investissements pour 1972 (octobre 1971).

e) Complexe de Valbonne : documentation sur le symposium du 23 juin 1972.

f) Décentralisation des centres informatiques : rapport de synthèse (mai 1973).

g) Etudes réalisées pour la D.G.T. par la société "Relations et Conjoncture" (1970-1972).

1. Citons un programme concernant la Région parisienne pour 1973-1974-1975 (du 6/11/1972) et un programme d'ensemble pour 1975-1976-1977 (d'avril 1974).

2. Nous avons en particulier les rapports des réunions de mars, mai et octobre 1973, janvier et juin 1974.

3. Document relatif à la nomination du président français du Comité des Programmes Symphonie (programmes franco-allemands de télécommunications par satellite).

4. M. Libois était encore directeur du CNET.

19810650/9-19810650/10

F90bis 2715-F90bis 2716

VI. Produits et services offerts par la D.G.T.

19810650/9

F90bis 2715

1. Rapports de la D.G.T. avec ses clients : le cas de l'AFUTT (juin 1967-décembre 1972) 1.

2. Le service "Centrex" (février-décembre 1972) 2.

a) Rapport du groupe de travail sur le Centrex (février 1972) complété par diverses notes échelonnées de mai à novembre 1972.

b) Lettre du Ministre Robert Galley à M. Libois (4 juillet 1972) 3.

c) Lettre du Ministre Hubert Germain à M. Libois (8 décembre 1972) 26 3.

3. Le Téléx (décembre 1971-mai 1972).

(Notes diverses sur le Téléx, prévision du marché en France, note au ministre (25/3/1972) proposant une action commerciale vigoureuse, etc...).

4. Télédistribution (septembre 1970-octobre 1972) 4.

5. Réseaux spécialisés. Téléinformatique (janvier 1970-septembre 1974) 5.

6. Services radioélectriques (1970-décembre 1972).

(Service "Eurosignal", radios mobiles).

1. L'AFUTT est l'Association française des Utilisateurs du Téléphone et des Télécommunications. 90bis

2. Voir également le carton F 2712, 2 (f.)

3. La lettre de Robert Galley donne l'accord du ministre à la création d'une entreprise avec la participation de l'Etat pour développer le "Centrex" ; la lettre d'Hubert Germain signifie la décision de poursuivre l'étude de la promotion et du développement du Centrex en France.

4. Ce dossier illustre les tentatives d'implantation en France de réseau de distribution de la télévision par câbles : les P.T.T. et l'O.R.T.F. auraient mené les études en commun au sein d'une Société française de Télédistribution, dont le principe avait été admis par les Finances en février 1972. Mais l'affaire sera abandonnée en avril 1975.

5. Dossier retraçant les débuts de ce que l'on appelle aujourd'hui la "télématique".

19810650/10

F90bis 2716

7. Abonnés absents (et répondeurs) (octobre 1971-juin 1974).

8. Cabines téléphoniques (mars 1971-juillet 1974) 1.
9. Indication de taxe (octobre 1971-août 1974) 2.
10. Equipement des logements (mars-juin 1973).
11. Projet de création d'une société de commercialisation des matériels terminaux d'abonnés : "Téléservices" (début 1973) 3.
12. Dossier "Contempra" (septembre 1971-avril 1974) 4.
13. Visiophone (juin 1972-avril 1974).
(en particulier projet de liaison interministérielle par visiophones).

1. Ce dossier renferme des documents concernant : d'une part la décision prise le 3 mars 1971 d'équiper la "voie publique" de 8.000 cabines et les documents se rapportant aux moyens mis en oeuvre pour l'exécuter, d'autre part le problème plus particulier de l'équipement de Paris (affaire des abris-bus de J.C. Decaux, avec lequel un accord avait été conclu en mai 1971). Il y est de plus question de l'affaire des cabines urbaines permettant d'appeler l'étranger pour quelques centimes (affaire venue au jour au début de 1972).

2. Documents relatifs aux problèmes soulevés par le désir des usagers du téléphone de contrôler le détail de leurs redevances.

3. Complète le contenu du carton F^{90bis} 2714.

4. Ce dossier traite des postes téléphoniques à touches digitales et, plus particulièrement, du modèle proposé par la Northern Electric, filiale de Bell.

19810650/10-19810650/20

F90bis 2716-F90bis 2726

VII. Rapports de la D.G.T. avec ses services extérieurs et avec les services spéciaux 1.

1. Les services spéciaux sont des "services dont l'activité couvre ou intéresse généralement l'ensemble du territoire et ne saurait être assurée ni à l'échelon départemental ni à l'échelon régional, sans d'ailleurs pouvoir être davantage intégrée dans les tâches normales de l'Administration centrale" (Encyclopédie des P.T.T. Ed. Rombaldi, 1957 : t. I, p. 42).

19810650/10

F90bis 2716

A - Rapports avec les directions régionales des Télécommunications 1.

1. D.R.T. d'Amiens (décembre 1963 2 - juillet 1972).

2. D.R.T. de Bordeaux (juillet 1971-septembre 1974).

1. On trouve en général dans ces dossiers : les instructions de la D.G.T. aux D.R.T. et les comptes-rendus d'exécution ; les rapports annuels des directeurs ; les rapports de contrôle technique du CNET ; les données d'inauguration d'installations nouvelles (avec les discours du ministre, le cas échéant)...

2. Le dossier "Amiens" contient en effet une note émanant du Secrétariat général des P.T.T. informant la D.G.T. de la création d'une région Picardie (21 décembre 1963).

19810650/11

F90bis 2717

3. D.R.T. de Chalons-sur-Marne (février 1971-novembre 1973).

4. D.R.T. de Clermont-Ferrand (octobre 1969-septembre 1974).

5. D.R.T. de Dijon (juin 1970-septembre 1974).

6. D.R.T. de Lille (mai 1968 1 - octobre 1974).

7. D.R.T. de Limoges (juillet 1970-septembre 1974).

1. La première pièce de ce dossier est un extrait du compte-rendu de la séance du CIAT du 13 mai 1968, où avait été décidée l'autorisation intégrale du Nord.

19810650/12

F90bis 2718

- 8. D.R.T. de Lyon (février 1970-septembre 1974).
- 9. D.R.T. de Marseille (novembre 1971-octobre 1974).

19810650/13

F90bis 2719

- 10. D.R.T. de Montpellier (juin 1970-octobre 1974).
- 11. D.R.T. de Nancy (mars 1970-septembre 1974).
- 12. D.R.T. de Nantes (octobre 1971-octobre 1974).

19810650/14

F90bis 2720

- 13. D.R.T. d'Orléans (décembre 1969-septembre 1974).
- 14. Paris "Intra-Muros" (septembre 1973-juin 1974) 1.
 - 1. Comporte un sous-dossier GIRGA (octobre 1971-juin 1974), retraçant les démêlés des Télécom. avec le Groupement des Industriels de la Région de Gemevilliers, Asnières, Villeneuve-la-Garenne, Ile-Saint-Denis et Epinay (qui se plaignait du mauvais fonctionnement du téléphone).

19810650/15

F90bis 2721

- 15. Paris "Extra-Muros" (novembre 1970-octobre 1974).

19810650/16

F90bis 2722

- 16. Dossier "Région parisienne" (octobre 1973-août 1974) 1.
- 17. D.R.T. de Poitiers (septembre 1971-septembre 1974).
- 18/I. D.R.T. de Rennes (octobre 1969-novembre 1971) 2.
- 18/II. D.R.T. de Rennes (février-novembre 1972).
 - 1. Ce dossier est consacré aux problèmes communs à l'Intra et à l'Extra-Muros : citons une étude sur les mesures propres à remédier à l'instabilité du personnel de la Région de Paris (14/12/1973).
 - 2. Ce dossier est consacré à l'action de l'Etat en faveur de la Bretagne et à la participation des Télécom. à ces efforts (en particulier, installation du CNET à Rennes, alors que M. Libois en état directeur).

19810650/17

F90bis 2723

- 18/III. D.R.T. de Rennes (janvier-décembre 1973).
- 18/IV. D.R.T. de Rennes (janvier-octobre 1974).
- 19. D.R.T. de Rouen (mars 1972-octobre 1974).
- 20. D.R.T. de Strasbourg (mars 1970-septembre 1974).
- 21. D.R.T. de Toulouse (juillet 1970-octobre 1974).
- 22. D.O.M. - T.O.M. (octobre 1971-avril 1974).

19810650/18

F90bis 2724

- Rapport de la D.G.T. avec les services spéciaux.

- 23. B.E.P.T.O.M. (octobre 1971-mars 1974) 1.
- 24/I. C.N.E.T. (février 1970-novembre 1972) 2.
- 24/II. C.N.E.T. (commission d'orientation des programmes-1972).
- 24/III. C.N.E.T. (mars 1973-avril 1974).
- 25/I. Direction des Télécommunications du Réseau international (DTRI) (mars-novembre 1973) 3.
 - 1. Le B.E.P.T.O.M. est le Bureau d'Etudes des P. et T. d'Outre-Mer.
 - 2. Le C.N.E.T. est le Centre National d'Etudes des Télécommunications. Voir également carton F90bis 2714, 2 (d.)
 - 3. La DTRI succède à la Direction des services radio-électriques. L'arrêté de création est du 30 juillet 1973.

19810650/19

F90bis 2725

- 25/II. D.T.R.I. (juin 1972-février 1974).
(Ce dossier est plus particulièrement consacré au projet d'implantation d'une station radio-émettrice à Bercey-en Othe).
- 26/I. Direction des Télécommunications du Réseau National (D.T.R.N.) (1965-1973) 1.
 - 1. La D.T.R.N. succède à la Direction des Lignes à Grande Distance. Elle a été créée le 5 juillet 1972. Le dossier contient une documentation sur le Long Lines Department des Etats-Unis (rapport de 1965 accompagné de pièces remontant à 1962). On y trouve également tous les comptes-rendus de gestion des Lignes à Grande Distance puis de la D.T.R.N. de 1968 à 1972.

19810650/20

F90bis 2726

- 26/II. D.T.R.N. (1974).
- 27. Direction centrale des matériels d'équipement (DCME) (janvier 1972-septembre 1974).

19810650/20-19810650/24

F90bis 2726-F90bis 2730

VIII. Sociétés Industrielles privées.

19810650/20

F90bis 2726

- 1. Nouvelles commissions interministérielles des marchés (mars 1972-mai 1973) 1.
- 2. SOCOTEL : conseil de gérance (octobre 1971-septembre 1974).
(Procès-verbaux de réunion : de la commission des brevets ; de la commission consultative technique ; des assemblées ordinaires et extraordinaires).
 - 1. Il nous a semblé logique de placer ici ce dossier contribuant à régler les rapports des Télécom. avec leurs fournisseurs.

19810650/21

F90bis 2727

- 3/I. SOTELEC : conseil de gérance (1972-1973).
- 3/II. SOTELEC : questions industrielles (février 1972-février 1973).
(Contient notamment les accords conclus pour l'utilisation des brevets de la Western Electric).
- 4. Caisse Nationale des Télécommunications (C.N.T.) (1969-août 1974).
- 5. Société Française de Télédistribution (S.F.T.) (février 1972-août 1974) 1.

6. Centre d'Etudes Secteur public-Secteur privé (C.E.P.P.) (1971-1973).
7. Comité de Coordination des Télécommunications (septembre 1972-août 1974) 2.
- 8.* France Câbles et Radio (F.C.R.). Télésystèmes (1970-octobre 1974) 3.
- 9.* Société française d'Etudes et de Réalisation d'Equipements de télécommunications (SOFRECOM) (mars 1971-avril 1974).
 1. Ce dossier nous renseigne sur la création de cette société et sur les premiers développements prévus pour la télédistribution. Il complète les données du carton F90bis 2725, dossier 4.
 2. Complète le contenu des cartons F90bis 2713 à 2714.
 3. Ce dossier concerne à la fois la société d'économie mixte F.C.R. et sa filiale Télésystème. Celle-ci, d'abord S.A.R.L., fut, le 23 mars 1973, transformée en S.A. "Systèmes de Télécommunications et d'Informatique".

19810650/22

F90bis 2728

10. S.N.C.F. (rapports pour 1971 et 1972).
11. E.D.F.-G.D.F. (septembre 1969-mars 1974) 1.
- 12.** Ericsson et Société française du Téléphone Ericsson (STE).
Rapports des exercices 1971, 1972 et 1973.
- 13.* Thomson-C.S.F. (octobre 1971-fin 1973) 2.
- 14.** C.G.E. -C.I.T.-Alcatel (juillet 1972-octobre 1974) 3.
- 15.** Honeywell-Bull (1971-1974) 4.
 1. Les décisions et actions d'E.D.F. semblent avoir servi de points de comparaison pour M. Libois et son entourage, tant dans le domaine des investissements (note de septembre 1969 sur "le choix des investissements à E.D.F.") que pour les solutions apportées aux problèmes de personnel (série de pièces sur la négociation salariale pour 1972).
 2. Ce dossier contient en particulier un projet de plan de deux ans (adressé par Thomson-C.S.F. au ministre Robert Galley) en vue de résoudre la crise des composants électroniques (juin 1972).
 3. La Compagnie Générale Electrique et sa filiale CIT figuraient parmi les constructeurs d'équipements de télécommunications qui ne respectaient pas les délais fixés : voir une note du 3 août 1972 sur le retard puis dans la construction du central télex Paris 7 (construit par CIT) ou encore une correspondance échangée en avril 1972 par la Direction de l'Equipement et des Marchés et la C.G.E. à propos de divers retards.
 4. Honeywell-Bull était un fournisseur possible de matériel informatique, en particulier pour le CNET.

19810650/23

F90bis 2729

- 16.** Télécommunications radioélectriques et téléphoniques (T.R.T.) (octobre 1971-juillet 1974).
17. I.B.M. France (1972-1973).
18. Groupe ITT (janvier 1969-juin 1974).
(en particulier liste des filiales françaises, mai 1973).
19. COPEP (novembre 1971).
(Echange d'informations entre le Commissariat général du Plan et la D.G.T.).
20. Fédération nationale des industries électroniques (F.N.I.E.).
(Ce dossier ne contient qu'un numéro de la revue Industries électriques et électroniques, n° 4, 1 er trimestre 1973).
21. Compagnie internationale de Téléinformatique (CITEL) (1972) 1.
- 22** CITEREL (septembre 1972) 2.

23. ** Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.) (janvier 1972-septembre 1974) 3.
24. ** Association des Ouvriers en Instruments de précision (A.O.I.P.) (1973).
25. Compagnie internationale pour l'Informatique (CII).
(Rapport de l'exercice 1971).
26. ** Le Matériel téléphonique (LMT) (1972-1974) 4.
27. Electronique Marcel Dassault 5.
28. ** Lignes télégraphiques et téléphoniques (L.T.T.) (1973-1974).
29. Landis et Gyr (1972).
(plaquette de présentation, rapport sur l'exercice 1972).
30. Jeumont-Schneider (1972-1973).
(Rapports sur les exercices 1972 et 1973 ; réalisations en 1973).
31. Syndicat des Industries téléphoniques et télégraphiques (S.I.T.T.) (septembre 1970-juillet 1974).
32. Philipps (1969-1974) 6.
33. Péchinez-Ugine-Kulman.
 1. Dossier à mettre en rapport avec le carton F90bis 2715, 5
 2. Dossier relatif au retard de la mise en service du central Périclès 703 à Maisons-Laffitte, construit par cette société.
 3. Société qui rencontre elle aussi des problèmes dans l'exécution des marchés.
 4. Les Télécom. eurent des problèmes avec les matériels livrés par cette firme.
 5. Ce dossier ne contient qu'une lettre du 31 mai 1974, où la société se proposait comme fournisseur de matériel électronique.
 6. En juillet 1974, est agréé l'éventualité de l'introduction de Philipps parmi les fournisseurs de centraux électroniques.

19810650/24

F90bis 2730

34. Société Générale d'Entreprises (S.G.E.).
(Rapports sur les exercices 1971, 1972 et 1973).
35. * Société d'Etude et de Construction Electroniques (SECRE) (1974) 1.
36. ** Société Anonyme de Télécommunications (S.A.T.) (1970-1974) 2.
37. SAGEM (1969) 3.
38. La Radiotechnique.
(Bilans 1971, 1972, 1973).
39. MECLEEC (1972) 4.
40. TélSPACE (1974) 5.
 1. La société prend contact avec les Télécom. en avril-mai 1974.
 2. Cette société entre à SOCOTEL en 1974 (J.O. du 18 janvier). Elle appartient au Groupe 35 avec la SAGEM et la CSEE.
 3. Cette société du Groupe 35 fabrique des téléimprimeurs.
 4. Cette société ardéchoise construit des cabines téléphoniques. C'est elle qui avait emporté le marché de 8.000 cabines publiques "créé" par la décision prise en mars 1971 (voir carton 26, 8).
 5. Filiale commune de Thomson et de la C.G.E. A construit la station terrienne de Trou-Biran (Guyane).

19810650/24-19810650/27

F90bis 2730-F90bis 2733

IX. Enseignement. Formation. Recherche.

19810650/24

F90bis 2730

1. Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (E.N.S.T.) (1972-1974).
(en particulier, réorganisation de l'école : février-août 1972).
2. Projet d'une seconde Ecole d'Ingénieurs des Télécommunications (1974).

19810650/25

F90bis 2731

3. Comité des Enseignements supérieurs /des P.T.T./ (1972-1974).
4. Formation professionnelle : budget.
5. Recyclage des chefs de services extérieurs et des D.O.T. (courant 1974).
6. Centre commun d'études de T.V. et de télécommunications (C.C.E.T.T.) (juin 1970-1973 1
(Projets divers ; compte-rendu d'activité pour 1973).
7. Recherches et exercices communs avec la Défense nationale (1969-1973).
8. Conseil consultatif de la Recherche scientifique et technique (1972-1973).
- 9/I. Institut de recherche d'Informatique et d'Automatique (IRIA) (1967-1973) 2.
- 9/II. Comité consultatif de la Recherche Informatique 3.
10. Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) (1971) 4.
 1. Rennes (créé en mai 1971 ; 1972 fut sa première année d'activité.
 2. M. Libois en fut administrateur en 1969.
 3. Créé le 12 février 1973 (décret n. 73-130).
 4. M. Libois a été membre du conseil d'administration du CNES de 1968 à 1972.

19810650/26

F90bis 2732

11. Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris (1972-1973) 1.
12. Centre d'Enseignement supérieur du Management public (CESMAP) (1973).
13. Rapport d'élèves de l'E.N.A. (1973-1974).
14. Institut supérieur d'électronique de Paris (1972-1974) 2.
 1. M. Libois était membre du conseil de perfectionnement.
 2. M. Libois était l'un des administrateurs.

19810650/27

F90bis 2733

15. Société française des électroniciens et des radioélectriciens (S.F.E.R.) 1.
16. Société des Electriciens, des Electroniciens et des Radioélectriciens (S.E.E.) 2.
 1. M. Libois en a été le président en 1970. Il a alors oeuvré pour la fusion de la S.F.E.R. et de la S.F.E. (Société française des Electriciens).
 2. Société issue de la fusion de la S.F.E.R. et de la S.F.E.

19810650/28-19810650/29

F90bis 2734-F90bis 2735

X. Information. Relations publiques.

19810650/28

F90bis 2734

- 1/I. Inaugurations diverses 1.

- a) Marseille-Bonneveine (14/2/1972).
- b) Pontarlier (18/2/1972).
- c) Paris-Tuileries (3/3/1972).
- d) Rouen (28/3/1972) 2.
- 1/II. Inaugurations diverses.
- e) Montpellier (14/4/1972).
- f) Poitiers (18/4/1972).
- g) Le Blanc-Mesnil (28/4/1972).
- h) Fougères (1/6/1972).
- i) Paimpol-Guingamp (18/7/1972).
- 1/III. Inaugurations diverses.
- j) La Baule (11/8/1972).
- k) Paris-Masséna (14/9/1972).
- l) Paris Saint-Lambert (9/11/1972).
- m) Garges-lès-Gonesse (13/11/1972).
- n) Isle-sur-Sorgue (14/11/1972).
- 1/IV. Inaugurations diverses - Voyages du ministre à l'étranger.
- o) Romorantin (16/11/1972).
- p) Paris-Tuileries (15/5/1973).
- q) Voyage du ministre au Liban (10 au 12/11/1972) 3.
- r) Voyage du ministre en Tunisie (15-21/11/1972) 4.
- 2. Documents concernant les ministres ou remis aux ministres.
- a) M. Hubert Germain (1972-1973) 5.
- b) M. Royer (juin 1974).
- 3/I. Dossier de presse (1971-1972).
- (Coupures de journaux mais aussi documents issus du SIRP, classés dans l'ordre chronologique).
- 1. Pour chaque inauguration, on trouve les documents remis à la presse par le Service de l'Information et des Relations publiques ; les articles relatant l'événement, éventuellement, les plaquettes commémoratives, les discours du ministre ou de M. Libois.
- 2. Inauguration d'un centre de transit régional (CTR).
- 3. Le ministre était alors Hubert Germain.
- 4. Le ministre était alors Hubert Germain.
- 5. Entr'autres : discours de présentation des budgets de 1973 (6/11/1972) et 1974 (15/11/1973).

19810650/29

F90bis 2735

- 3/II. Dossier de presse (1973-1974).
- 4. Fichier des journalistes (janvier 1974).
- 5. Revue PCM (Ponts et Chaussées, Mines) (août 1974).
- (Projet de numéro spécial consacré aux Télécommunications).
- 6. Société de Publicité des P. et T. (1971-1972).
- 7. Office d'Annonces.
- 8. Union des Radio-clubs (1971).
- (Création du Radio-club de l'amicale des radio-amateurs des P.T.T. de France et Outre-Mer).

19810650/29

F90bis 2735

Annexe : Documents remis aux Services Généraux par Madame SIVRE le 19 juin 1975.

1. Pièces concernant la D.R.T. de Paris Extra-Muros (1973-1975).

2. Central téléphonique Kellermann.

(Projet-maquette) .

3. Réflexions sur le numérotage des lignes des abonnés au téléphone (mars 1973).